



Pour accroître **l'inclusion financière**, le secteur financier doit proposer des services adaptés aux besoins des **ménages ruraux** et à **faibles revenus**. L'utilisation innovante des **téléphones portables** et des services financiers digitaux constitue le moyen le plus prometteur d'y parvenir depuis des décennies. Malheureusement, les populations à faibles revenus des **pays les moins avancés (PMA)** ignorent les bénéfices de cette technologie.

La plupart des gens et des petites entreprises dans les PMA aujourd'hui ne participent pas pleinement au système financier officiel. Ils réalisent leurs transactions exclusivement en espèces, ils manquent de moyens sûrs pour épargner ou investir leur argent et ils n'ont accès au crédit que via des prêteurs informels et leurs réseaux personnels.

Alors que l'utilisation des téléphones mobiles et l'accès internet se sont accrus de façon impressionnante au cours de la décennie dernière, le potentiel d'adoption de la finance digitale demeure largement inexploité.

**Mobile Money for the Poor (MM4P) est un programme international lancé par l'UNCDF en partenariat avec l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida), l'Agence australienne pour le développement international (DFAT), la Fondation Bill & Melinda Gates et la Fondation MasterCard. MM4P apporte son soutien au développement de la finance digitale dans un groupe spécifique de pays parmi les moins avancés. A travers ce programme, l'UNCDF démontre qu'un soutien optimal au niveau financier, technique, institutionnel et réglementaire peut aider au développement d'un écosystème de la finance digitale robuste et accessible aux personnes à faibles revenus dans ces pays.**

Les équipes du programme MM4P travaillent en étroite collaboration avec les banques, les opérateurs de téléphonie mobile, les régulateurs et les usagers de



ces marchés pour les aider à atteindre les millions de personnes qui sont à l'heure actuelle financièrement exclus. Ce faisant, MM4P entend démontrer que des services financiers digitaux peuvent être offerts de manière responsable et à un prix raisonnable par des institutions viables intervenant dans un contexte réglementaire adéquat.

**Les principaux bénéficiaires sont les personnes à faibles revenus des PMA, notamment les femmes et les populations rurales.**

Le programme MM4P est actuellement mis en œuvre dans huit PMA : le Bénin, le Laos, le Libéria, le Malawi, le Népal, l'Ouganda, le Sénégal et la Zambie. Une équipe d'experts techniques locaux travaille en étroite collaboration avec les programmes de l'UNCDF et du PNUD dans chaque pays afin de promouvoir l'inclusion financière par la finance digitale.



L'approche du programme MM4P porte d'abord sur (1) le **cadre d'analyse des marchés des services financiers digitaux**, lequel définit les interventions nécessaires aux différents niveaux de l'écosystème des services financiers digitaux d'un pays (macro, méso, micro, client), puis consiste ensuite à (2) **intervenir dans les principaux domaines du cadre**: développement de l'écosystème, politique et réglementation, infrastructures, prestataires, distribution, paiement de masse et clients.

Pour plus d'informations, veuillez contacter MM4P :

- e** mm4p@uncdf.org
- a** UNCDF, UN House, Rue Montoyer 14, 1000 Bruxelles, Belgique
- t** +32 2 274 102 139



## DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCOSYSTÈME

- Soutien des groupes de travail sur les services financiers digitaux dans tous les pays, y compris au Libéria où la crise Ebola avait paralysé les activités de MM4P
- Lancement de la cartographie du système d'information géographique (SIG) au Bénin, au Sénégal et en Zambie
- Soutien à la formation sur la gestion des réseaux d'agents organisée par l'Institut Helix au Bénin, au Malawi, au Sénégal et en Zambie



## POLITIQUE ET RÉGLEMENTATION

- Renforcement des relations avec les organes de réglementation dans tous les pays
- Assistance technique aux banques centrales du Malawi, du Népal, de l'Ouganda, de la RDP Lao et de la Zambie



## INFRASTRUCTURES

- Soutien à la participation de représentants du gouvernement et du secteur privé à des conférences et des visites de sensibilisation en Afrique du Sud, au Cambodge, aux Philippines et en Tanzanie



## PRESTATAIRES

- Appui des prestataires dans la conception et la mise en place des produits financiers digitaux dans tous les pays
- Enquête en partenariat avec PHB Development sur les besoins du secteur de la microfinance en matière de services financiers digitaux au Bénin et au Sénégal
- Identification des possibilités d'investissement avec les coopératives de microfinance, d'épargne et de crédit et avec les associations villageoises d'épargne et de crédit au Bénin, en Ouganda et au Sénégal



## DISTRIBUTION

- Mise en place de l'Accélérateur de réseaux d'agents (ARA) de l'Institut Helix au Bénin, au Malawi, en Ouganda, au Sénégal et en Zambie
- Analyse des réseaux d'agents au Népal
- Présentation des résultats de la cartographie des points de services des SIG au Bénin, au Sénégal et en Zambie



## PAYEMENTS DE MASSE

- Identification des possibilités d'investissements dans les chaînes de valeur du tourisme et de l'agrotourisme, dans les relations entre le gouvernement et les personnes et entre les entreprises et les personnes en Ouganda et en Zambie
- Étude de la possibilité de mettre en place des services financiers digitaux dans le camp de réfugiés de Meheba en Tanzanie



## CLIENTS

- Analyse des besoins, de la demande et des souhaits des clients menée par InterMedia en Zambie
- Enquête sur l'adoption des services financiers digitaux par les clients, menée par InterMedia au Bénin et au Sénégal
- Enquête sur les besoins des clients soutenue et diffusée au Malawi, au Népal et en RDP Lao

L'UNCDF est l'agence d'investissement des Nations Unies pour les 48 pays les moins avancés du monde (PMA). Dans le cadre de son mandat de fourniture de capitaux et d'instruments d'investissement, l'UNCDF offre des modèles de financement « au dernier kilomètre » permettant de débloquent les ressources publiques et privées, notamment au niveau national, afin de réduire la pauvreté et d'encourager le développement économique local. Sur ce « dernier kilomètre », les ressources pour le développement se font plus rares, les défaillances du marché sont plus importantes et la croissance ne bénéficie pas aux populations locales.